

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DISCOURS DE

Son Excellence Abdelaziz BOUTEFLIKA

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DEVANT LA 59^{ème} SESSION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

New York, le 21 septembre 2004

Monsieur le Président,

C'est avec une fierté toute africaine que je vous vois assumer la présidence de l'Assemblée Générale. Je suis convaincu que vos qualités humaines et votre vaste expérience sont un atout précieux pour l'Organisation des Nations Unies dans un contexte international troublé qui l'invite à jouer un rôle encore plus engagé, en conformité avec sa mission et les attentes de tous les peuples du monde.

Car nous vivons dans un monde plus que jamais exposé à de multiples dangers, et pour être à la hauteur des enjeux toujours plus complexes qui se posent

Monsieur le Président,

Bien des facteurs de tension continuent de marquer la situation internationale en même temps qu'apparaissent de nouvelles sources d'instabilité et d'incertitude.

Une approche d'ensemble s'impose au regard du caractère interdépendant et indissociable de ces questions sur tous les plans politique, économique, social et culturel. C'est qu'aujourd'hui plus que jamais, la sécurité est indivisible. Elle ne peut se concevoir sans une lutte résolue contre le terrorisme. Elle ne peut éluder la nécessité de redoubler d'efforts pour le règlement et la prévention des conflits. Elle ne saurait non plus ignorer l'impératif de promotion d'un développement mondial équilibré, équitable et durable. Elle doit enfin se fonder sur un dialogue authentique des religions, des cultures et des civilisations.

Monsieur le Président,

Il est indéniable qu'un travail remarquable a été accompli depuis que la lutte contre le terrorisme a été érigée en priorité absolue par la communauté internationale. Malgré les efforts déployés et les moyens utilisés, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine, en particulier, il est urgent de s'accorder sur une définition commune du terrorisme pour placer, à l'abri des amalgames, la lutte légitime des peuples contre l'occupation étrangère, et mettre fin aux dérives et manipulations qui assimilent le terrorisme à une région géographique, une religion,

La constitution d'ensembles régionaux en Afrique comme sur les autres continents est nécessaire dans une logique d'intégration à l'économie mondiale, et à leur tour, ces ensembles concourent à l'unification économique du monde.

Au regard de ces enjeux, la construction de l'Union du Maghreb Arabe prend toute sa signification stratégique pour les pays de la région.

L'Algérie ne ménage pas sa contribution à la réalisation de ce projet qui cristallise les aspirations et les ambitions des peuples du Grand Maghreb. De notre point de vue, cette édification devrait représenter un objectif suffisamment élevé pour dépasser les malentendus ou les différends qui peuvent se présenter entre les pays de la région.

De même, la coopération euro-méditerranéenne et les relations avec l'Europe constituent pour l'Algérie un choix naturel dicté par notre ambition partagée de

les reniements par Israël de ses obligations contractées à Oslo et ses manoeuvres visant à vider de toute substance la Feuille de Route ont réduit à néant les chances de parvenir à un règlement juste et définitif du conflit israélo-arabe.

Pourtant les paramètres d'un tel règlement ont, depuis longtemps, été identifiés

production, de même qu'à la mise en oeuvre de stratégies spécifiques pour vaincre la pauvreté, les maladies et l'ignorance.

Dans cette optique, le consensus de Monterrey qui se voulait notamment au service de la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, le Plan de mise en oeuvre des recommandations de Johannesburg, par lequel nous avons convenu d'inscrire le développement dans la durabilité, l'Agenda de développement de Doha pour les négociations commerciales multilatérales, gardent toute leur pertinence, et devraient conduire à prendre les mesures concrètes pour la mise en oeuvre de ses engagements. Cela suppose de nouvelles avancées en matière de financement du développement, d'allègement de la dette extérieure, d'impulsion des flux d'investissements directs en direction des pays en développement, d'ouverture des marchés et de transfert de technologie.

A l'aube de ce millénaire, nous nous étions engagés à relever les défis que nous avons énumérés et que nous voulions affronter ensemble à travers un partenariat mondial responsable. Pouvons-nous, en toute sincérité, nous satisfaire des maigres résultats que nous avons obtenus ? Nous formons l'espoir que le Sommet de 2005, qui marquera en outre le soixantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, sera pour nous l'occasion de réaffirmer nos engagements et de prendre enfin les mesures audacieuses qui s'imposent pour les traduire dans les faits, en vue d'éradiquer la pauvreté, promouvoir le développement durable et assurer la paix et la stabilité à tous les peuples.

Je vous remercie.